

Etude

## Contribution à la journée d'étude de l'INDECOSA CGT « Produire et consommer autrement »

Novembre 2015

## SOMMAIRE

<b>1. LA FRANCE, GÉANT MONDIAL DE LA PRODUCTION AGRICOLE DANS UN MONDE À NOURIR.....</b>	<b>3</b>
1.1. NOURRIR LE MONDE UNE UTOPIE ? .....	3
1.2. EN FRANCE, UNE PRODUCTION DE PLUS EN PLUS SPÉCIALISÉE ET LIÉE AU COURS MONDIAUX.....	5
1.3. DES MARCHÉS MONDIAUX HYPER SPÉCULATIFS CONDUISANT LES PRIX À ÊTRE ÉLEVÉS.....	7
1.4. LA HAUSSE DES PRIX AGRICOLES MOTEUR DE LA CONCENTRATION DE L'INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE NOTAMMENT POUR LES COOPÉRATIVES ET LE COMMERCE DE GROS .....	9
<b>2. PANORAMA DES SECTEURS DE L'AGROALIMENTAIRE ET DE LA DISTRIBUTION : CONCENTRATION ET AUGMENTATION DU PROFIT .....</b>	<b>11</b>
<b>UN COMBAT PERMANENT ET INÉGAL POUR L'APPROPRIATION DES PROFITS ENTRE AGRO BUSINESSMEN, INDUSTRIELS ET DISTRIBUTEURS .....</b>	<b>11</b>
2.1. AGRICULTEURS : DES REVENUS EXTRÊMEMENT DIFFÉRENTS SELON LA TAILLE DE L'EXPLOITATION.....	11
2.2. GRANDE DISTRIBUTION : UNE BAISSÉ DES PROFITS EN TROMPE L'ŒIL .....	13
2.3. DES CONDITIONS D'EMPLOI ET DE TRAVAIL QUI SE DÉGRADENT DANS LES IAA ET LA GRANDE DISTRIBUTION .....	15
2.4. UNE INTERNATIONALISATION CROISSANTE .....	17
<b>3. UN CONSOMMATEUR CONTRAINTS PAR UN POUVOIR D'ACHAT RESTREINT.....</b>	<b>19</b>
3.1. DES PRIX ALIMENTAIRES 10% AU-DESSUS- DE LA MOYENNE EUROPÉENNE .....	19
3.2. CHANGEMENTS DES MODES DE CONSOMMATION ET ARBITRAGES FINANCIERS CONTRAINTS POUR LES MÉNAGES DANS LE CONTEXTE DE CRISE .....	21
3.3. LE TAUX DE PROFIT CONTRE L'EMPLOI ET LE POUVOIR D'ACHAT ALIMENTAIRE .....	23
<b>4. CONCLUSIONS .....</b>	<b>24</b>

### **Introduction**

La dernière publication de l'INSEE<sup>1</sup> a réaffirmé avec clarté que la consommation alimentaire demeure un poste essentiel de dépenses des Français. En effet en moyenne celles-ci représentent 20% de leur revenu. Cette consommation a évolué au cours des 50 dernières années mais on constate qu'elle reste importante.

Or aujourd'hui, la consommation alimentaire et donc les citoyens sont confrontés à des informations continues de la part de tous les acteurs : « guerre dites des prix » des grands distributeurs, scandale sur des ententes pour concurrence déloyale, crise sanitaire, pression sur le « manger mieux ou local ». Les salariés de l'agriculture, de l'agroalimentaire mais aussi de la distribution sont quant à eux profondément mis sous pression avec un accroissement de la productivité.

Dans un contexte de chômage de masse et de baisse du pouvoir d'achat des français, dans quel état se situent les entreprises et les salariés de la filière alimentaire?

On constate en effet que la filière telle qu'elle est aujourd'hui génère des pouvoirs inégaux, des rapports de force totalement déséquilibrés. La filière connaît un double phénomène : effets de concentrations des acteurs et une internationalisation des entreprises qui ne sont pas sans mettre en danger la souveraineté alimentaire des peuples et donc l'emploi en France. Dans cette logique quelle place à la qualité de l'alimentation, quelles conditions de travail et d'emploi, quel impact sur l'environnement, et ce alors que neuf milliards d'humains seront à nourrir demain.

Le présent document, qui constitue une contribution à la journée d'étude de l'INDECOSA-CGT sur le thème « Produire et consommer autrement », se présente en trois parties. La première situe la place actuelle de la France dans un monde qui, technologiquement peut nourrir une population croissante, mais qui ne le fait pas. La deuxième partie établit un panorama des secteurs français de l'agroalimentaire et de la distribution, qui souligne son déséquilibre. Enfin, la troisième partie esquisse une présentation de la consommation des français.

Paris, le 6 novembre 2015

Alan PIRROTTINA  
Jean-François LEJEUNE

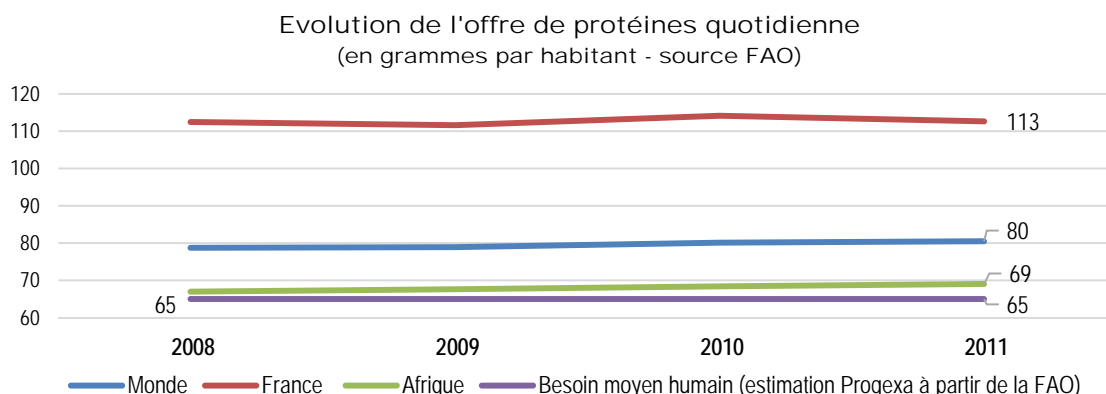
Yves PASSARD  
Fabien MAURY

Jérôme SZLIFKE

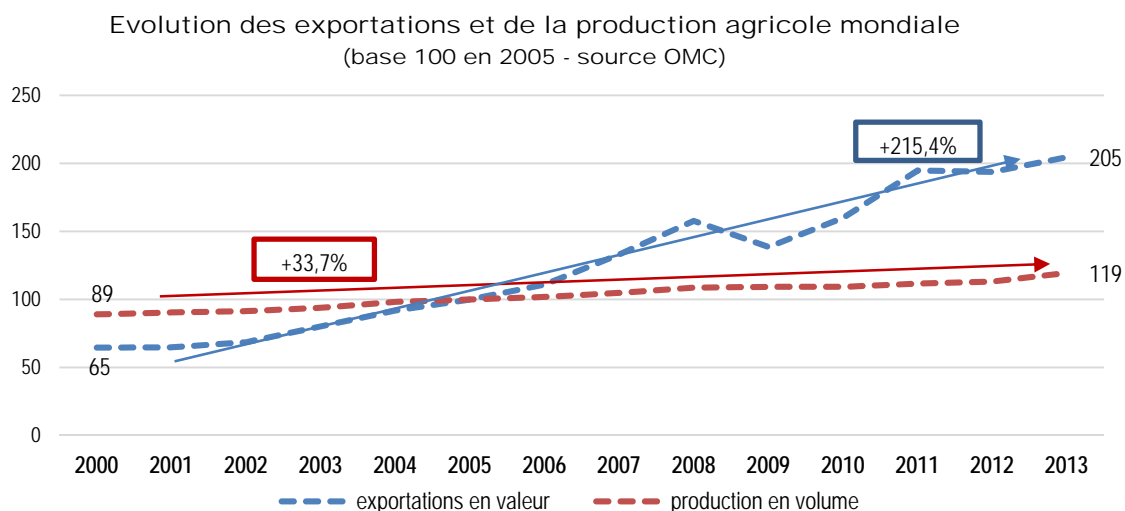
---

<sup>1</sup> Insee Première N° 1568 - octobre 2015

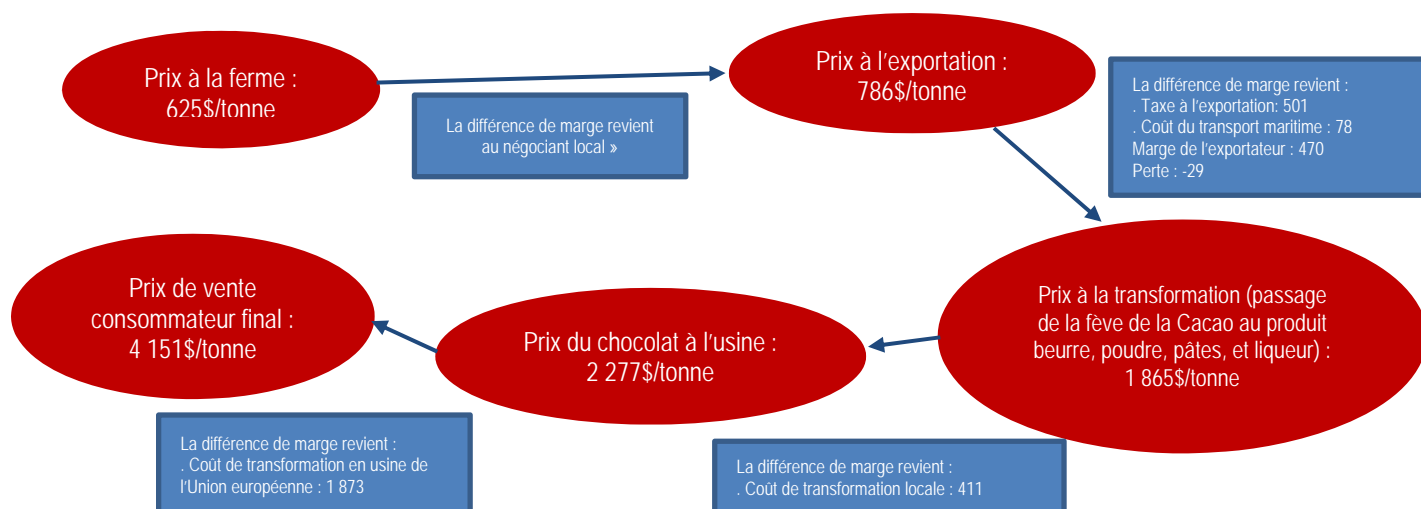
## Le monde a de quoi nourrir la planète



## La production mondiale agricole a progressé de 33% entre 2000 et 2013 contre 19% seulement pour la population :



## Chaîne de valeur du prix du Cacao issu de Côte d'Ivoire base 2012 à destination de l'Union européenne (source FAO - Abbott 2013)



## 1. La France, géant mondial de la production agricole dans un monde à nourrir

### 1.1. Nourrir le monde une utopie ?

#### Des productions agricoles toujours en croissance

Jamais le monde n'avait produit autant de richesses agricoles. Selon l'OMC, la production mondiale a progressé de 33% entre 2000 et 2015, contre seulement 19% pour la population. Sous le coup de la libéralisation des échanges et des accords de l'OMC, sur la même période, la croissance des exportations est phénoménale. En effet, celle-ci a cru de 215%. Il apparaît donc clair que le problème ne réside pas tant dans la capacité de production que dans l'inégalité d'accès aux ressources agricoles.

#### Un lien établi entre pauvreté, sous-alimentation et faible développement agricole

Deux rapports publiés en 2015 par la Banque mondiale<sup>2</sup> et la FAO<sup>3</sup> précisent à quel point « Les populations qui connaissent l'extrême pauvreté vivent en majorité de l'agriculture, dans les zones rurales des pays en développement. Parmi ces populations, la pauvreté et la malnutrition sont telles que les familles sont enfermées dans un cercle vicieux qui se perpétue de génération en génération. ». Selon la Banque mondiale, **78% des personnes en situation d'extrême pauvreté dans le monde (évaluée à 1,25 dollar de parité de pouvoir d'achat par jour) vivaient ainsi en milieu rural** en 2010, ce qui représentait plus de 900 millions de personnes. L'un des nombreux symptômes de cette pauvreté est, par exemple, un taux de mortalité infantile plus élevé dans le monde rural qu'ailleurs, notamment à cause de la malnutrition.

Or, il semble exister **un lien très fort entre la pauvreté, la malnutrition et le faible développement agricole**. La FAO parle à ce propos de « *cercle vicieux de la faim, de la pauvreté et de la faible productivité, qui provoque des souffrances évitables et entrave le développement de l'agriculture et la croissance économique au sens large* ». Cette situation concerne des centaines de millions de familles rurales. Plus de 375 millions d'exploitations familiales dans les pays en développement (pays à revenu faible ou moyen) ont ainsi moins d'un hectare. Cela représente 74% des exploitations agricoles de ces pays, tandis que 45% de leur population active travaille dans le secteur agricole.

Notre graphique ci-contre démontre à quel point les matières agricoles génèrent des profits. Entre le producteur et l'arrivée à l'usine européenne le prix du cacao est multiplié par 3,6.

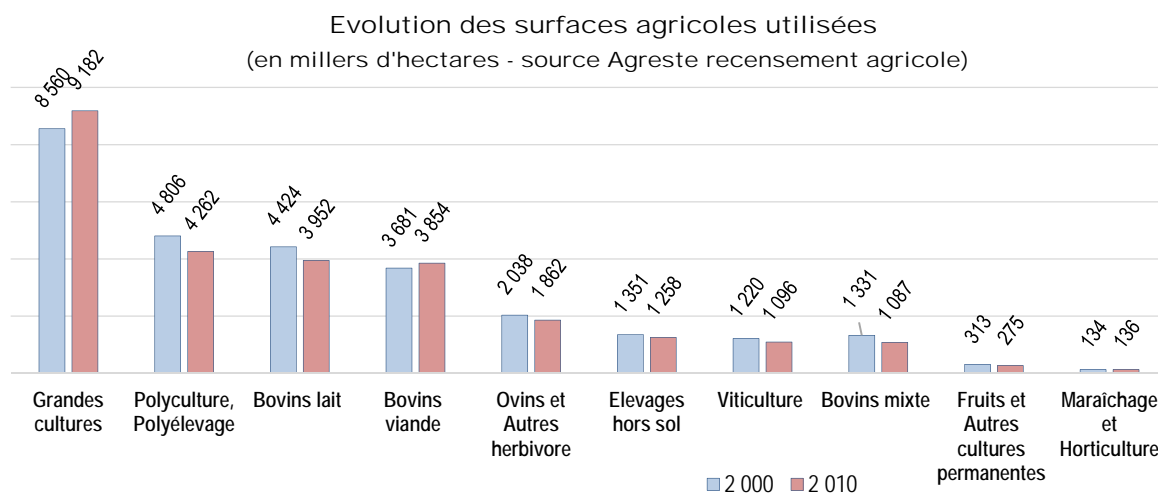
#### Selon la FAO : 0,3% du PIB mondial suffirait pour en finir avec la faim

Le **développement de l'agriculture dans les pays pauvres** constitue par conséquent l'une des principales clefs pour aider les populations à sortir de la pauvreté et de la sous-alimentation. La FAO a même évalué le montant des investissements nécessaires dans l'agriculture, les zones rurales et urbaines et dans la protection sociale pour éradiquer la faim dans le monde. Ceux-ci devraient s'élever à **267 milliards de dollars par an** en moyenne, ce qui représente à peu près 0,3% du PIB mondial. Selon les termes du directeur général de la FAO, José Graziano da Silva, ce serait « *le prix à payer pour en finir avec la faim* ».

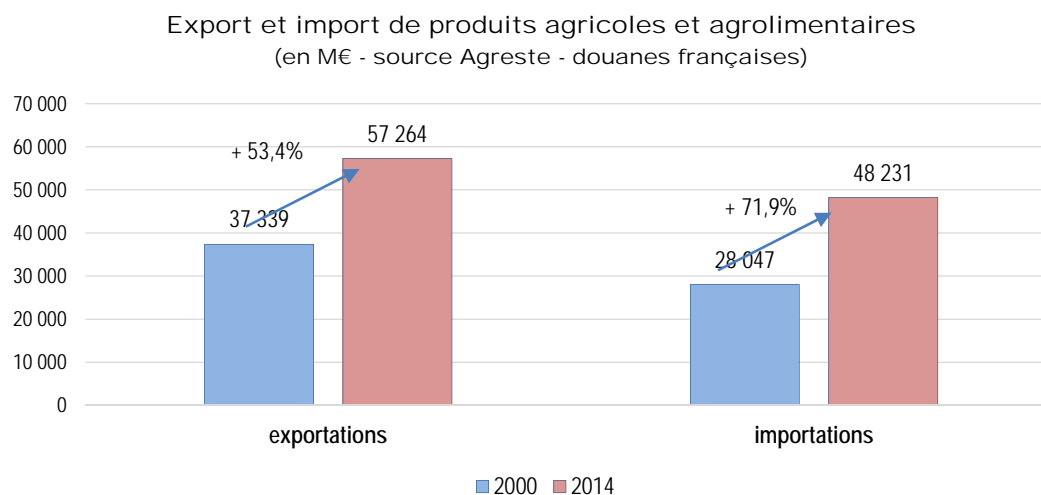
<sup>2</sup> [http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2015/10/01/090224b083119c05/1\\_0/Rendered/PDF/Rapport0annuel0e0la0Banque0Mondiale.pdf](http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2015/10/01/090224b083119c05/1_0/Rendered/PDF/Rapport0annuel0e0la0Banque0Mondiale.pdf)

<sup>3</sup> La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2015 – FAO 2015 (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture)

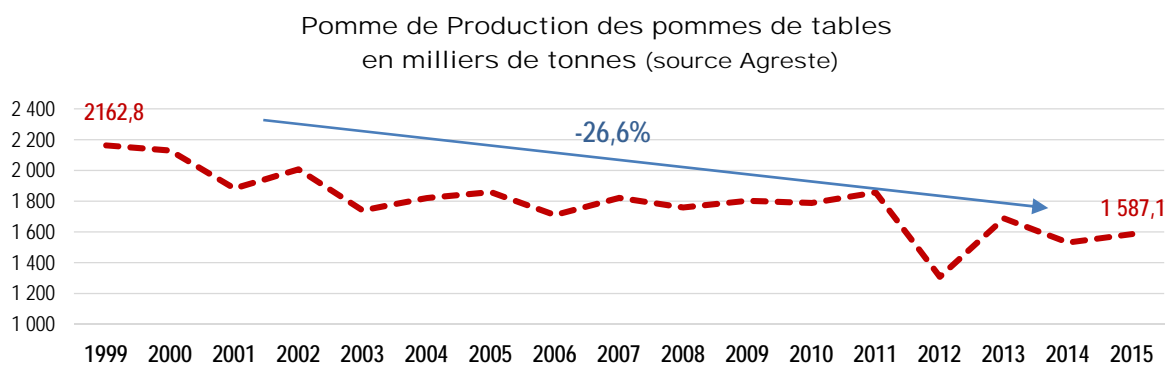
## Seules les grandes cultures céréalières ont vu leur surface agricole utile progresser en France entre 2000 et 2010



## Des importations en progression de plus de 70%



## Baisse de 26% de la production de pommes de table entre 1999 et 2015



## 1.2. En France, une production de plus en plus spécialisée et liée aux cours mondiaux

### Une spécialisation de la production agricole axée sur le seul critère de la rentabilité

Depuis une cinquantaine d'années, l'agriculture française connaît un mouvement continu et profond de spécialisation vers les céréales et le végétal au détriment de la polyculture-élevage, et par la même une spécialisation induite des territoires

Pour préciser cet élément, il est utile de noter que 60% des terres françaises sont occupées par les céréales (blé, orge, blé dur et maïs). Comme le souligne le ministère de l'Agriculture<sup>4</sup>, les conséquences de cette situation sont bien connues : augmentation du recours aux pesticides, aux énergies fossiles et tensions sur l'eau.

Cette dynamique a aussi été couplée par une concentration des terres agricoles. En effet, entre 2003 et 2012, la part des exploitations de plus de 100 hectares est passée de 9,4% à 20,7%<sup>5</sup>.

### Pourquoi cette spécialisation ?

Ce même rapport souligne le rôle de la transformation industrielle et de la distribution. En effet, « agriculteurs et coopératives structurent toujours plus leurs offres en fonction de l'aval des filières : industries, négociants en gros, distributeurs »<sup>6</sup>. Les industriels comme la grande distribution cherchent à uniformiser les produits, à les standardiser. Ainsi, la formulation des produits devient elle-même standardisée et met en concurrence les matières agricoles entre elles. Il devient donc plus rentable pour les grandes entreprises de chercher à acheter leurs matières premières en fonction de produits pré-standardiser : ainsi, on voit diminuer les approvisionnements en petite quantité.

### Des échanges extérieurs en forte hausse

Les grandes cultures (blé, maïs, colza essentiellement en France) sont mises en œuvre sur le modèle de la monoculture notamment destinée à l'export. Ces choix évincent les autres cultures qui non seulement répondraient aux besoins des consommateurs locaux mais aussi aux contraintes environnementales. Produire dans le seul but d'exporter massivement pose des questions d'aménagement du territoire mais aussi de souveraineté nationale et d'équilibre des écosystèmes.

### L'exemple de la pomme

L'exemple de la production de pommes de table est flagrant. Elle a reculé de plus de 25% en 15 ans. Cette situation pèse fortement sur toutes les entreprises transformatrices. Mais surtout, elle démontre la contradiction entre les injonctions de manger mieux et local et la réalité des politiques européennes de fléchage des productions.

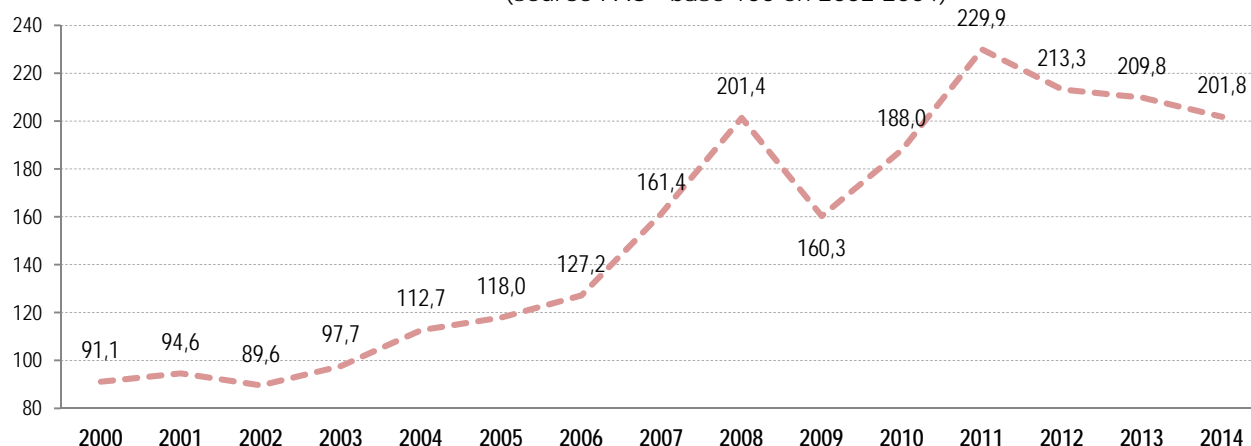
---

<sup>4</sup> « La diversification des cultures : comment la promouvoir ? » Centre d'études et de perspectives du ministère de l'Agriculture – Avril 2015

<sup>5</sup> Source MSA « Les exploitants et entrepreneurs agricoles » en 2012.

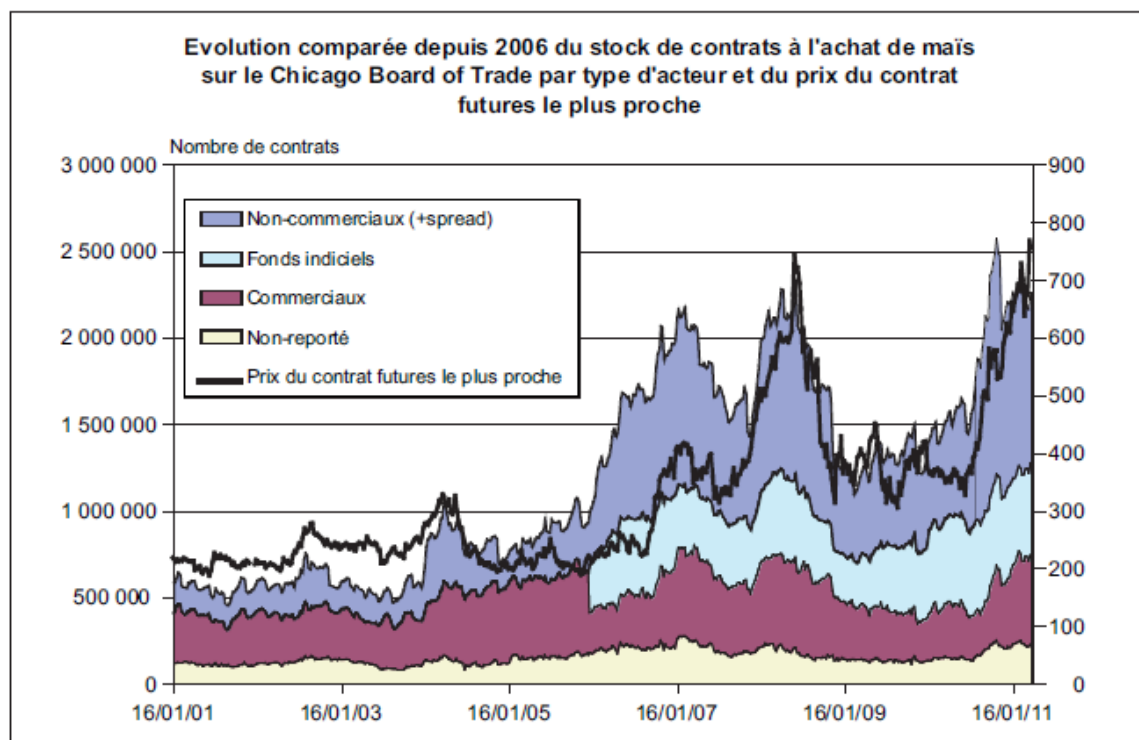
<sup>6</sup> ibid

Indice\* composite des prix des matières premières agricoles dans le monde  
(source FAO - base 100 en 2002-2004)



\*L'indice FAO comprend les 23 produits suivants: pour ce qui concerne les céréales, le blé (10 cotations de prix surveillées et signalées par le CIG), le maïs (1 cotation) et le riz (16 cotations); pour ce qui concerne les produits laitiers le beurre, le lait entier en poudre, le lait écrémé en poudre (2 cotations pour chacun) et le fromage (1 cotation); pour ce qui concerne les viandes, la volaille (13 cotations), le porc (6 cotations), les bovins (7 cotations) et les ovins (1 cotation); le sucre (1 cotation); pour ce qui concerne les huiles, l'indice comprend une seule cotation de prix pour chacune des huiles suivantes huile de soja, de tournesol, de colza, d'arachide, de graines de coton, de coprah, de palmiste, de palme, de lin et de ricin. L'indice inclut ainsi l'utilisation de 73 séries de prix.

**Positions à l'achat des différents types d'acteurs sur le maïs américain (échelle de gauche) et évolution des prix en dollar (échelle de droite) - source Centre d'étude et de prospective du ministère de l'Agriculture - :<sup>7</sup>**



Sources : Commodities Futures Trading Commission et Chicago Mercantile Exchange, traitement CEP

<sup>7</sup> « Vers la définition d'un nouveau cadre de régulation des marchés dérivés de matières premières agricoles » septembre 2011



### 1.3. Des marchés mondiaux hyper spéculatifs conduisant les prix à être élevés

#### Les banques et les sociétés structurent et spéculent sur le marché alimentaire

Les principales denrées consommées dans le monde font l'objet d'échanges internationaux par le biais de mastodontes<sup>8</sup>. La massification du commerce international explique notamment la spécialisation de la production agricole dans seulement quelques produits<sup>9</sup>. Or, la spéculation, qui conduit parfois une même cargaison à changer des dizaines de fois de propriétaires, caractérise le commerce des matières premières agricoles. Les conséquences les plus néfastes en sont les émeutes de la faim. Le pouvoir démesuré des banques et des sociétés de négoce risque encore d'être accentué par la négociation menée par la Commission européenne et le gouvernement états-unien dans le cadre du Tafta<sup>10</sup>.

#### Les volumes échangés sur les marchés deviennent très largement supérieurs à la production

Le phénomène de financiarisation des matières premières recouvre différentes dimensions : l'augmentation des volumes traités, l'émergence de nouveaux types de spéculateurs et l'apparition de nouvelles techniques de négociation sur les marchés financiers.

On peut compléter cette liste en ajoutant la place croissante des marchés à terme comme référence principale pour établir le prix des transactions physiques. Dans le même temps, l'intervention publique se réduit pour ne constituer qu'un filet de sécurité.

#### La production mondiale annuelle de maïs s'échange toutes les 3 semaines sur les marchés

Comme le souligne un document de travail du ministère de l'Agriculture, « les volumes échangés sur les marchés deviennent très largement supérieurs à la production. En rapportant le volume de transaction de tous les marchés à terme à l'ensemble de la production mondiale, on obtient des ratios de l'ordre de 8 (blé) à 15 (maïs) en 2010. Ainsi, l'équivalent de la production mondiale annuelle de maïs s'échange toutes les 3 semaines sur les marchés dérivés, et toutes les 6 semaines pour le blé ».<sup>11</sup>

#### Des négociants hyper puissants :

Les matières agricoles ont aussi des acteurs très puissants que sont les négociants. Par exemple, dans le sucre, 6 sociétés détiennent 75% des échanges mondiaux issus des ventes sur les marchés<sup>12</sup>. Mais, si elles agissent sur les marchés, ces sociétés sont aussi capables de produire du sucre, d'assurer son transport et en faire le commerce. On pourra citer Cargill (99,3 milliards de chiffre d'affaires), Louis Dreyfus (46,2 M€) ou Bunge (44,6 M€).

---

<sup>8</sup> Outre des banques comme Goldman Sachs, on a des sociétés de négoce : Archer Daniels Midland (ADM), Bunge, Cargill, Louis-Dreyfus Commodities, Glencore, etc.

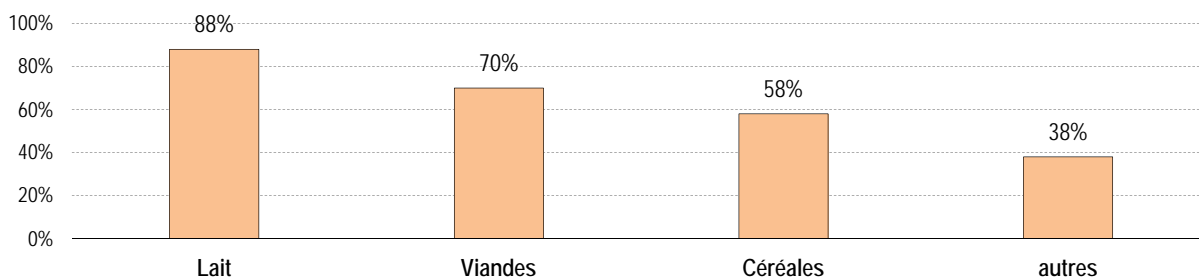
<sup>9</sup> En effet, pour commercer au long cours et spéculer, il est nécessaire d'avoir des marchandises relativement standardisées.

<sup>10</sup> Traité de libre-échange transatlantique.

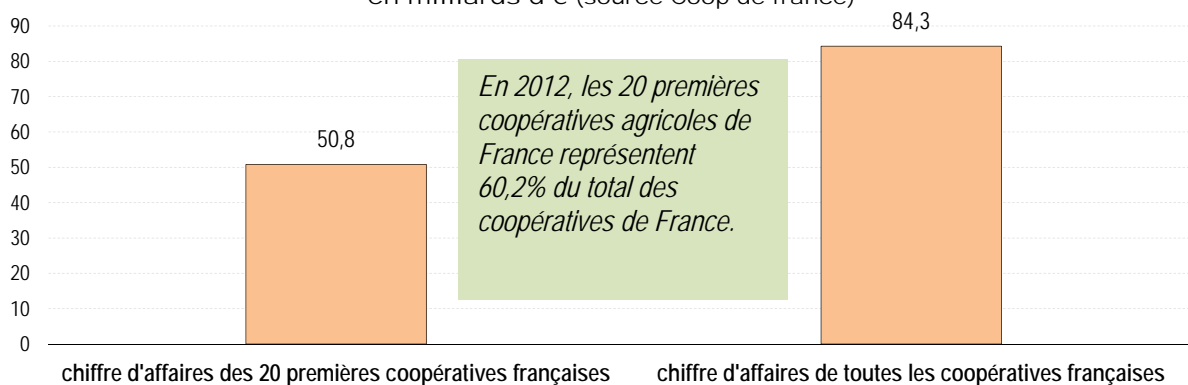
<sup>11</sup> Vers la définition d'un nouveau cadre de régulation des marchés dérivés de matières premières agricoles CEP – Septembre 2011

<sup>12</sup> Source PwC « Fin des quotas sucriers européens : quelles options stratégiques pour les acteurs de la filière » - Mars 2015

Part de chiffre d'affaires des 10 premières entreprises de l'industries agroalimentaires par filière en 2012 en France  
(source Crédit agricole - observatoire des entreprises agroalimentaires)



Concentration des coopératives agricoles françaises en 2012 en milliards d'€ (source Coop de France)



## Des Coopératives agricoles devenues industrielles et entreprises de grandes consommations

	Activités principales	Marques principales	Chiffres d'affaires 2013
In Vivo	Céréales - approvisionnement, nutrition animale, distribution	Gamm Vert, Semences de France	6 138
Tereos	Sucre, amidon, alcool	Beghin Say, La Perruche	4 697
Terrena	Polyvalente	Gastronome, Douce France, Paysan Breton, Régilait,	4 667
Sodiaal	Lait	Yoplait, Candia, Riche Monts, Régilait, Entremonts	4 616
Vivescia	Céréales	Délifrance, Francine, Campaillette	4 209
Agrial	Polyvalente	Florette, Créaline, Priméale, Ecusson, Danao, Loïc Raison	3 901
Axéréal	Céréales	Banette, Francine, Lemaire, Treblec	3 707
Triskalia	Polyvalente	Paysan Breton, Prince de Bretagne, Ronsard	2 200
Cooperl Arc Atlantique	Viande	Calidel, Brocélande	2 100
Groupe Even	Lait	Even, Paysan Breton, Kerguelen	2 060

#### **1.4. La hausse des prix agricoles, moteur de la concentration de l'industrie agroalimentaire notamment pour les coopératives et le commerce de gros**

Ce sont les entreprises les plus puissantes qui disposent des meilleurs atouts pour faire face à la volatilité des cours et à la pression des prix et qui réussissent à améliorer leur rentabilité par des stratégies de diversification, de montées en gamme (opérations qualité proximité sur la viande ou le vin), ou d'évitement de la grande distribution (Nespresso, Champagne, Ladurée...).

Et si certains considèrent cette crise et la flambée des matières premières comme un risque majeur, d'autres y voient une opportunité pour réduire la concurrence et récupérer des parts de marché.

Aujourd'hui, les grands groupes ont tous pour stratégie de maîtriser la chaîne de production, de l'agriculture à la distribution. Ils ont pour cela construit de grands conglomérats usant de partenariats croisés et des possibilités offertes par les lois fiscales : prix de transferts, activités de holding délocalisées pour des raisons fiscales en Suisse ou en Hollande...

#### **Les coopératives géantes, acteurs majeurs de l'amont jusqu'à l'aval de la filière alimentaire**

**En amont de la filière, les coopératives géantes des agriculteurs** (Invivo, Téréos, Sodial... ) enregistrent des croissances constantes de profits. Ces structures sont devenues parfois des multinationales avec des filiales non agroalimentaires.

Par exemple, le développement de la CECAB en Russie ou de Téréos en Chine n'assure pas de débouchés à ses agriculteurs mais un débouché pour les capitaux accumulés en France.

Cette démarche est totalement assumée par le capitalisme coopératif : « *L'évolution du périmètre coopératif s'explique dans la recherche de la taille critique et peut être caractérisée par trois mots clés : développement international, renforcement des leaders coopératifs, et croissance externe* »<sup>13</sup>. Avec leur croissance, les grands groupes coopératifs semblent aujourd'hui éloignés de la production agricole et leur direction d'une démocratie de proximité...

Le phénomène de concentration a conduit à la création de 18 coopératives dépassant le **milliard d'euros de chiffre d'affaires** et plus de 50 entreprises ont un CA supérieur à 300 M€ chacune (source Coop de France).

---

<sup>13</sup> Extrait du communiqué de presse de Coop de France du 10 décembre 2013

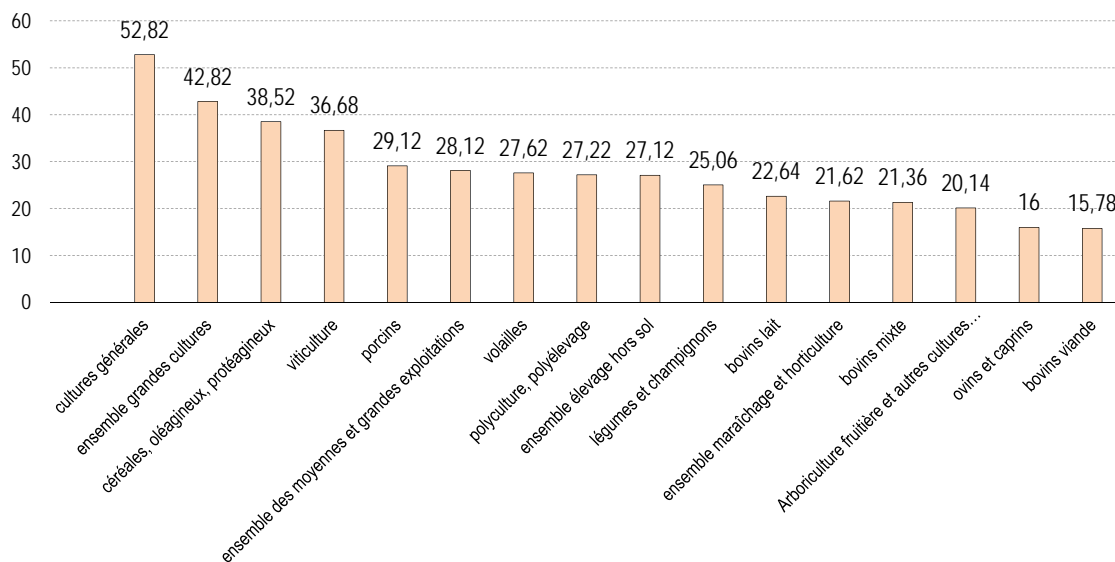
**Des entreprises aux activités multiples (négoce, transformation, distribution) :**

Classement des 10 premières entreprises de l'Industrie agroalimentaire selon les codes INSEE (sociétés déposant leurs comptes)

Entité	Exercice fiscal	CA
SCAMARK (marques repère – Leclerc)	31/12/2012	3 293,8
ROQUETTE FRERES (biotechnologie – amidon)	31/12/2012	3 140,6
MONDELEZ France SAS	31/12/2011	2 376,0
SOC AGRO INDUSTRIELLE DE PATRIMOINE (oléagineux)	31/12/2012	2 343,4
COCA-COLA ENTREPRISE	31/12/2012	2 214,5
NESTLE France	31/12/2012	1 969,4
SOCOPA VIANDES	31/12/2012	1 820,1
COOPERL ARC ATLANTIQUE	31/12/2012	1 781,2
GROUPE BIGARD	31/12/2012	1 495,5
FROMAGERIES BEL	31/12/2012	1 348,4

Selon les dépôts publics de comptes aux greffes du tribunal, la filiale industrielle de Leclerc est une des principales entreprises de l'industrie agroalimentaire française. On remarquera qu'une entreprise comme Unilever est classée en commerce de gros.

Revenu agricole par type de productions (moyenne 2008-2012 en milliers d'Euros- source SSP, RICA et comptes nationaux)



## **2. Panorama des secteurs de l'agroalimentaire et de la distribution : concentration et augmentation du profit**

### **Un combat permanent et inégal pour l'appropriation des profits entre agro businessmen, industriels et distributeurs**

La filière alimentaire française est complexe et comprend de nombreux acteurs : agriculteurs, industriels, commerce de gros et distributeurs<sup>14</sup>.

Si le prix final dépend d'un grand nombre de facteurs - pouvoir d'achat, évolution des goûts, stratégie commerciale... -, les intervenants du secteur ont au moins un point commun, la volonté de conserver le maximum de profits pour chacun d'entre eux. L'ensemble des acteurs a procédé à un développement de leurs activités notamment par le rachat de concurrents (croissance externe), l'évolution internationale, la croissance des points de vente pour la distribution. Que l'on soit producteurs, industriels ou distributeurs, de fait, les acteurs de plus grande taille ont plus de ressources et d'expertise pour gérer les impacts financiers de cette flambée des matières premières et organiser des stratégies de contournement pour conserver ou améliorer leurs profits.

L'objectif est, avec cette stratégie, de « sécuriser » les profits en maîtrisant l'intégralité de la filière de la production à la distribution (croissance verticale).

#### **2.1. Agriculteurs : des revenus extrêmement différents selon la taille de l'exploitation**

D'un point de vue global, le revenu des agriculteurs est en forte hausse, de 30% entre 2008 et 2012. Mais une analyse plus fine montre que le résultat courant avant impôts varie de 1 à 3,6 entre les producteurs de « bovins viande » et ceux de culture générale.

En effet, si les prix nets des produits de base ont fortement augmenté, la filière n'en a pas bénéficié de la même manière. On constate que les producteurs de grandes cultures (blé, maïs, betteraves...) ont bénéficié à plein de la hausse des matières, écoulant leurs marchandises à des prix très élevés.

A contrario, le revenu agricole de l'élevage (hors le porc), même s'il progresse, reste bas. En effet, si les éleveurs voient leur chiffre d'affaires progresser, ils ont enregistré des coûts de production en forte hausse, en lien avec le poids des céréales dans l'alimentation animale.

---

<sup>14</sup> Les entreprises de distribution sont dans cette étude circonscrites aux hypermarchés, supermarchés, supérettes qui représentent 65% des parts de marché des ventes alimentaires en France.

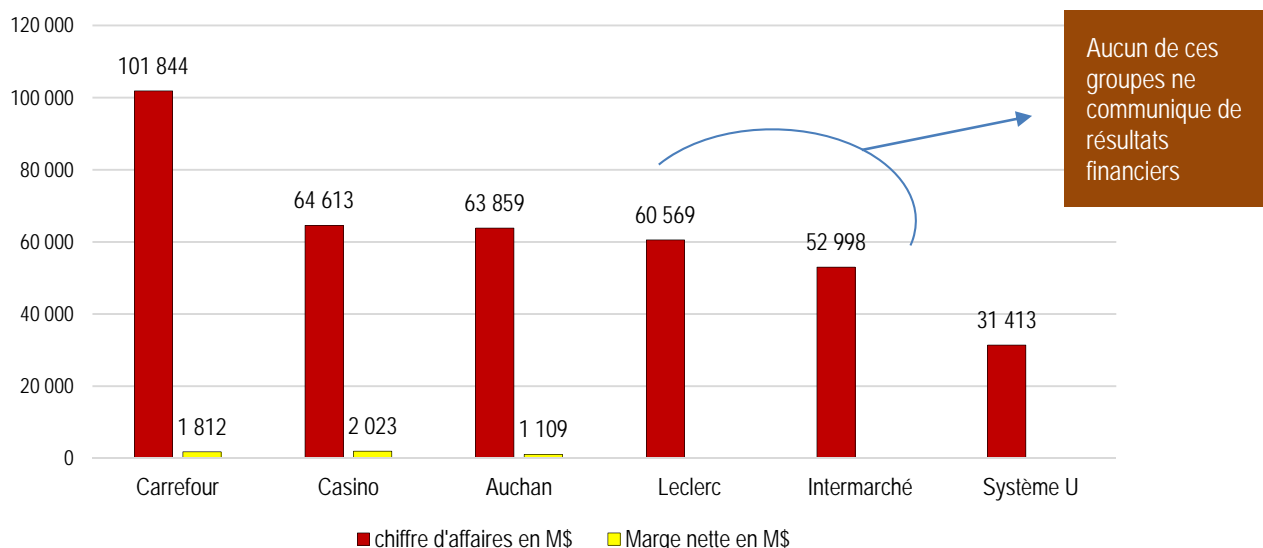
**Evolution du parc commercial français** (source INSEE)

	2008	2009	2010	2011	Var 11/08
Nombre d'hypermarchés	1 594	1 667	1 745	1 880	17,9%
Surface moyenne des hypermarchés en m2	5 573	5 561	5 535	5 416	-2,8%
Nombre de supermarchés	5 478	5 437	5 381	5 591	2,1%
Surface moyenne des supermarchés en m2	1 271	1 284	1 288	1 304	2,6%

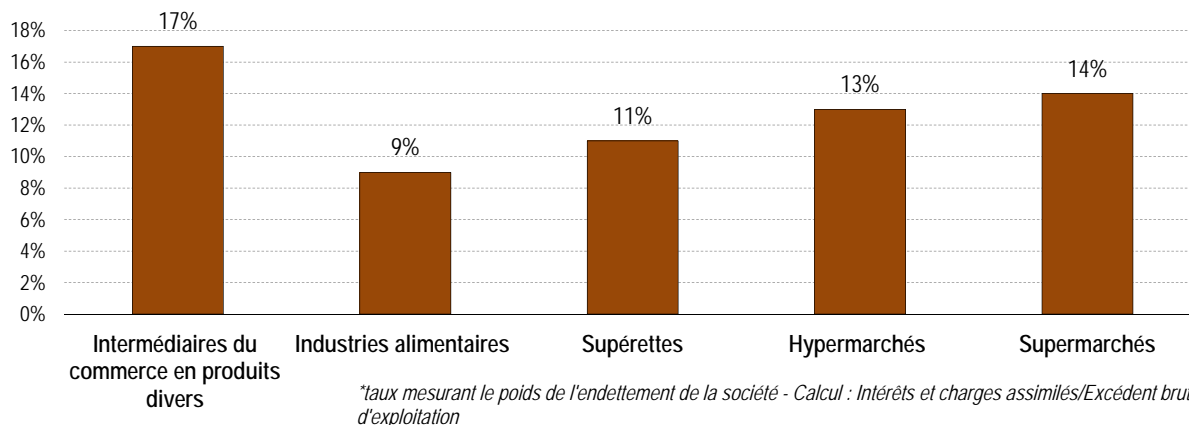
**Résultats du groupe Carrefour dans le monde** (source rapport annuel du groupe)

en M€	2008	2009	2010	2011	2012	Var 12/08
chiffre d'affaires	86 967	85 963	80 511	76 067	76 789	-11,7%
EBITDA	3 307	4 568	4 377	3 748	3 688	11,5%
marge d'EBITDA	3,8%	5,3%	5,4%	4,9%	4,8%	1,0pts

**Résultats des grandes groupes français de la distribution**  
(source Deloitte - "Les champions de la distribution 2015")



**Taux de prélèvement financier\* dans les secteurs des IAA et de la distribution alimentaire en 2011** (source INSEE)



## 2.2. Grande distribution : une baisse des profits en trompe l'œil

La grande distribution est largement privilégiée, puisqu'extrêmement concentrée. En 2011, les 6 grands groupes de la distribution que sont Carrefour, Auchan, Leclerc, Casino, Intermarché et Système-U, se partagent 90% du marché alimentaire.

### La distribution propriétaire d'outils de production industriels<sup>15</sup>

La structure juridique de la grande distribution est constituée de holding ou de centrales d'achat qui portent les profits réalisés. Ainsi, si depuis 2010 la grande distribution a enregistré une baisse apparente des taux de profits des magasins, rien n'indique que les groupes aient connu la même tendance. En effet, il est remarquable que le secteur explique souffrir du développement du hard discount qu'elle a elle-même créé. Le secteur devrait aussi subir d'importantes mutations avec le e-commerce ou le drive, qu'il a initié. Enfin, le niveau des prélèvements financiers dans le secteur reste exorbitant permettant d'analyser ces choix capitalistiques comme des prélèvements imposés par les maisons mères.

### La grande distribution et l'agroalimentaire ont fortement bénéficié du CICE :

Au total, ce sont plus de 2 milliards d'euros qui vont entrer dans les poches des distributeurs entre 2014 et 2016. Qu'en a fait la grande distribution ? Dans un premier temps, la grande distribution avait chiffré à 14 000 le nombre d'embauches. Depuis, comme le souligne Serge Papin, patron de Système U « Nous n'avons rien demandé, et l'État n'exige pas de réciprocité sur l'emploi, commente-t-il. Imaginer que le CICE finance directement la création d'emplois, c'est du rêve. »<sup>16</sup> Dans le même, les marges d'exploitation de Carrefour sont stables, Casino ne cesse de croître. Quant à Leclerc ou Intermarché, ils ne publient jamais leurs comptes consolidés. Rien ne prouve que cette baisse concerne l'alimentaire. En effet, les distributeurs sont à la fois banquier (via les cartes de fidélité), gestionnaire d'immobilier (Intermarché, Casino), vendeur d'essence ou restaurateur (Leclerc).

### Guerre des prix ou des parts de marché ?

L'alimentaire reste déterminant dans l'activité de la distribution. Les supermarchés, pour garder cette dénomination, ont l'obligation de réaliser plus de 65% de leurs activités dans l'alimentaire. Si les enseignes se permettent une guerre aussi violente, c'est que, contrairement aux industriels, leurs coûts fixes sont faibles et qu'elles comptent sur la flexibilité du travail et du temps de travail (horaires imposées, travail du dimanche...) pour maximiser leurs profits. La stratégie de conquête par les prix par d'incessantes campagnes autopromotionnelles est un investissement dans la guerre des parts de marché, et l'instrument d'un combat permanent avec les autres acteurs de la filière.

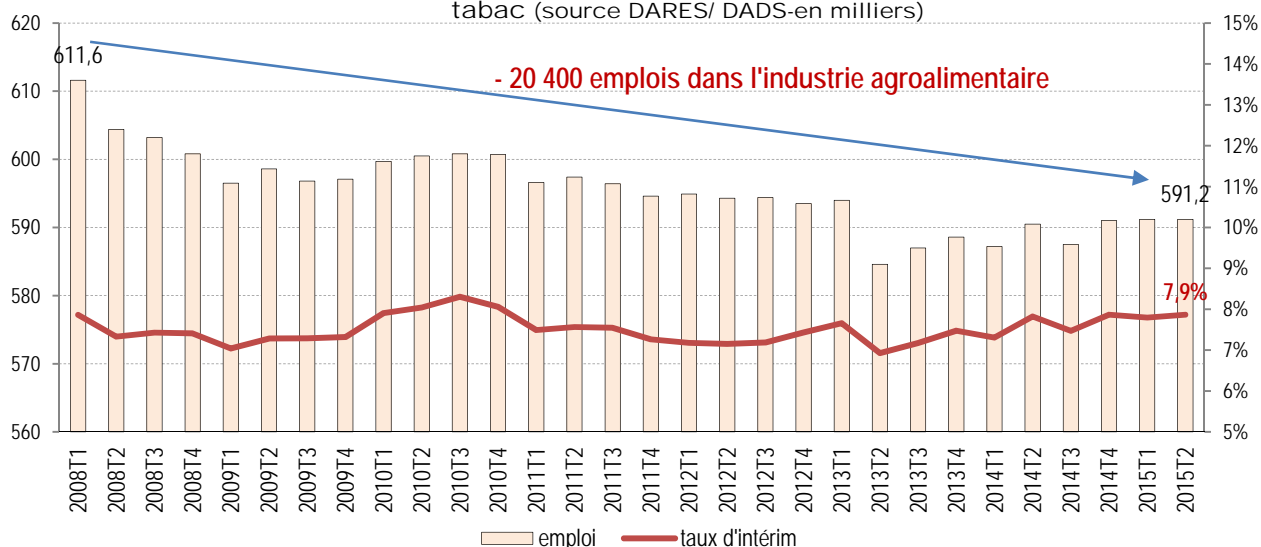
Enfin, certaines enseignes récupèrent de la marge et des profits par une stratégie de développement vertical. C'est le cas de Leclerc ou Intermarché qui sont aujourd'hui des fabricants industriels importants de MDD ou leurs marques propres, et qui agissent également en tant que grossistes. L'objectif pour eux est double : concurrencer les grands acteurs industriels et maîtriser intégralement la chaîne de création de valeur ajoutée.

---

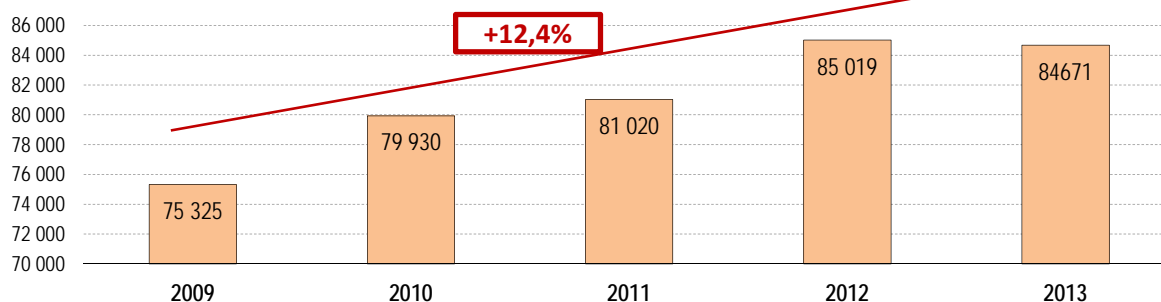
<sup>15</sup> Par exemple, la société holding d'Intermarché (ITM) détient toutes les enseignes du groupement (Intermarché, Netto, Bricomarché, Roody, Poivre Rouge), le pôle industriel, et fournit également des services dans le domaine logistique, immobilier. Le groupe consolide ainsi les activités de 239 sociétés en 2012 (278 en 2011). Le groupe maîtrise également sa logistique avec 38 bases logistiques en France, une flotte intégrée de 2 300 camions et près de 9 500 salariés.

<sup>16</sup> Source LSA (magazine des professionnelles de la grande consommation – février 2015)

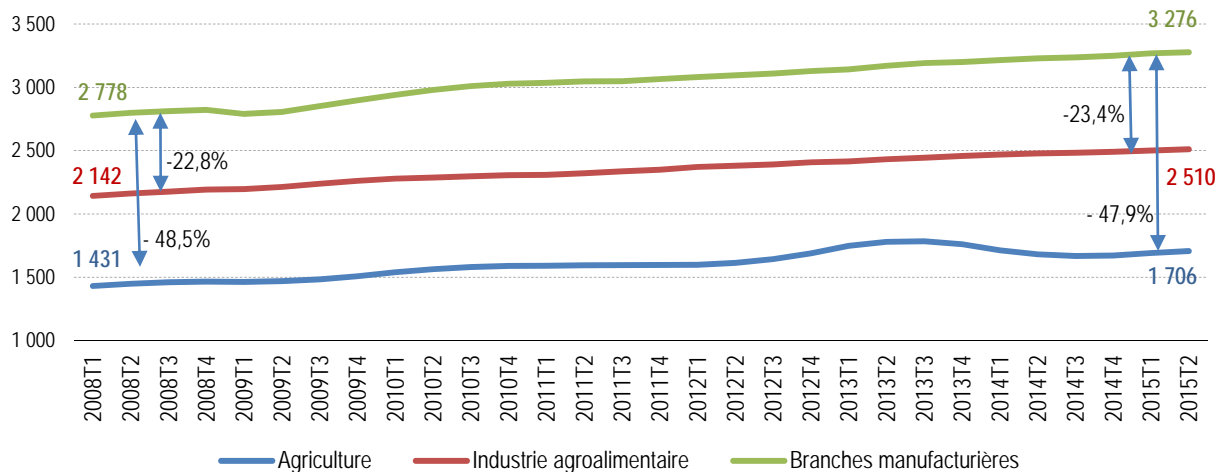
Evolution de l'emploi en France - y compris intérim - dans le secteur fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac (source DARES/ DADS-en milliers)



Evolution de la productivité apparente du travail dans les industries agroalimentaires (Valeur ajoutée / effectif) - en € par salarié (source Agreste - INSEE)



Evolution du salaire moyen par tête\* (en €/mois - source INSEE-comptes trimestriels)





### **2.3. Des conditions d'emploi et de travail qui se dégradent dans les IAA et la grande distribution**

Les secteurs de l'agroalimentaire et de la distribution se caractérisent par des salaires faibles et par des conditions de travail difficiles qui ne sont pas sans générer des troubles musculo-squelettiques (TMS) notamment dus aux cadences imposées. Dans ces secteurs, où la précarité de l'emploi s'accroît, les salariés sont également exposés aux risques psychosociaux (RPS). Pendant ce temps-là, les directions perçoivent le Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE) et profitent de drastiques allègements de cotisations sociales sur les bas salaires pour accroître leurs profits colossaux.

#### **Des conditions de travail et d'emploi qui se dégradent dans les IAA**

Le niveau d'emploi dans les IAA s'inscrit en net recul depuis plusieurs années. La multiplication des PSE et les départs non remplacés ont largement permis l'accroissement de la productivité du travail, au prix de la santé des salariés restants. Pour ces derniers, le chantage à l'emploi rend toujours plus précaire leur situation professionnelle : le risque brandi par les directions de la délocalisation, au recours à l'intérim ou au travail détaché. A cet égard, la montée en puissance des questions de santé au travail conduit les directions à externaliser la gestion de la pénibilité.

Le lean management, les cadences imposées et le travail dans l'urgence caractérisent le quotidien des salariés. La perte de sens au travail est importante, alors que les collectifs de travail s'érodent (les salariés sont souvent espacés les uns des autres dans l'usine, les prises de pauses sont individualisées, etc.). Aussi, les accidents du travail sont trop nombreux. Les maladies professionnelles sont monnaie courante.

#### **Modifications de l'organisation de production dégradant les conditions de travail**

De nombreuses entreprises ont en effet mis en place des méthodes issues du « lean ». Cette nouvelle méthode a conduit à une dégradation des conditions de travail dans un contexte de baisse des effectifs. Selon T. Pardi<sup>17</sup> : « *Le Lean repose sur une réduction maximale des ressources disponibles. La méthode peut s'accommoder de ruptures occasionnelles dans le rythme d'activités, mais dès lors que les fluctuations deviennent récurrentes, il n'y a plus de marges de manœuvre.* ». D'ailleurs, une étude du « Centre d'Etude de l'emploi », publiée en 2006, a montré que le modèle du Lean avait un impact négatif sur la santé des salariés.

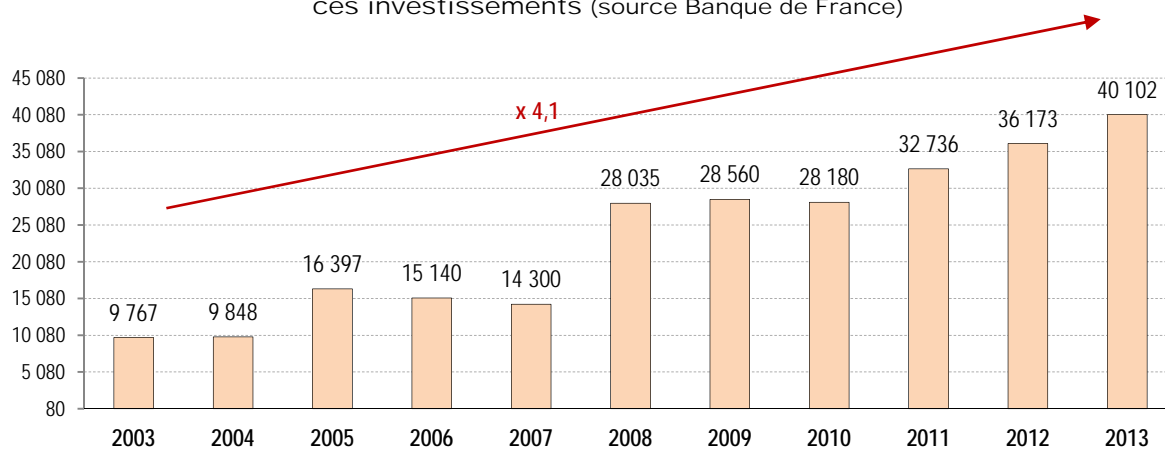
#### **Des salaires dans l'agroalimentaire toujours nettement inférieurs au reste des secteurs**

Les dernières enquêtes publiées font état d'une progression inférieure des salaires de la filière par rapport à celle de l'ensemble de l'industrie manufacturière. En 2008, l'écart des salaires entre ces deux branches était de 22,8% au 1er trimestre 2008 contre 23,4% au 3ème trimestre 2013.

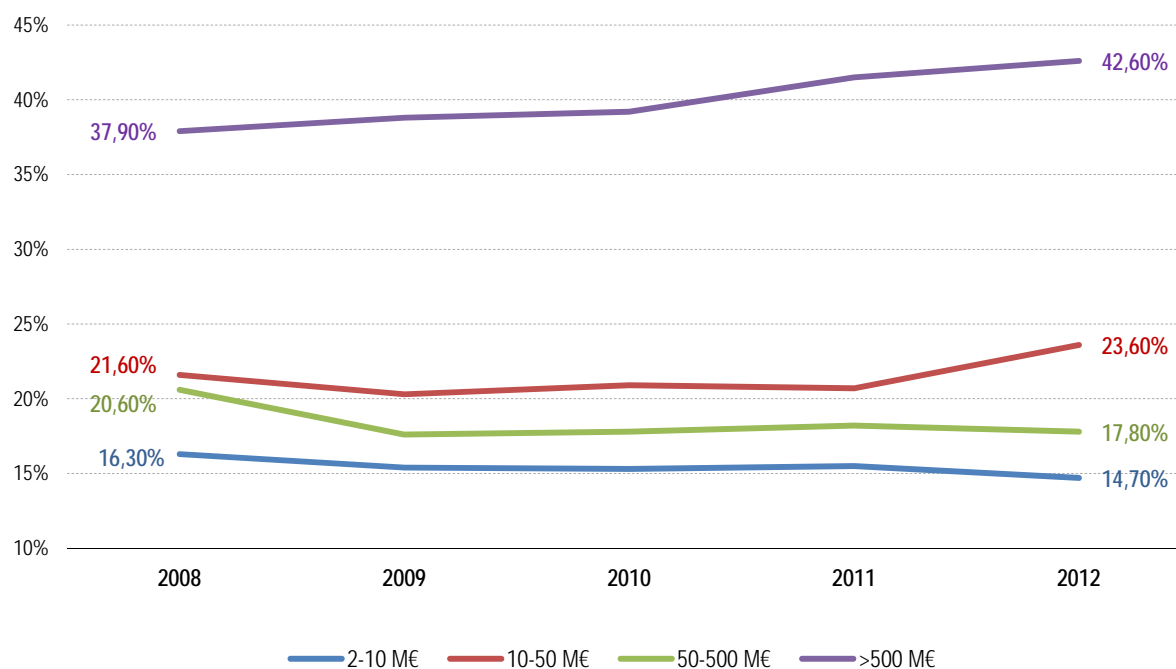
---

<sup>17</sup> Sociologue, directeur adjoint du GERPISA, Ecole Normale supérieure de Cachan

Stocks d'investissements directs des français à l'étranger dans l'agroalimentaire en millions d'Euros et part de l'Union Européenne dans ces investissements (source Banque de France)



Evolution de la part de l'international dans le chiffre d'affaires des IAA françaises par taille (en fonction du chiffre d'affaires réalisé) Source Crédit Agricole



## 2.4. Une internationalisation croissante

Nombre de grands groupes français se sont fortement internationalisés ces dernières années, constituant des leaders mondiaux (Danone, Tereos, Ricard...). Ainsi, 42,6% de l'activité des plus grands groupes (+500 M€ de CA) est réalisée hors de France.<sup>18</sup>

Ces groupes ont considéré, pour certains, qu'ils enregistraient de faibles croissances en France et en Europe, et/ou que les stratégies de gains de parts de marché et de concentration de l'industrie à un niveau national commençaient à trouver leurs limites.

Profitant ainsi des nombreux profits accumulés sur le territoire et de structures capitalistiques importantes, les grands groupes de la filière ont cherché à exporter leur savoir-faire pour capter des nouveaux marchés et de nouvelles sources de croissance, mais aussi, pour certains d'entre eux, pour échapper aux réglementations européennes et trouver une main-d'œuvre bon marché.

Nombre de stratégies d'internationalisation se sont ainsi accompagnées notamment d'une délocalisation des capitaux et des activités de France. On peut constater alors que la part des ventes réalisées à l'étranger est de 36,3% en 2012 pour les industries agroalimentaires.

### **En 2010, pour 28 Mds d'€ de stocks de capitaux qui sont investis à l'étranger, contre 40 Mds€ mobilisés en France**

Ce mouvement d'internationalisation s'est renforcé au cours des dix dernières années. Selon les statistiques de la Banque de France, le stock de capitaux français à l'étranger mobilisés dans les entreprises de l'agroalimentaire a été multiplié par 3,4 entre 2003 et 2012. En 2012, près de la moitié de ces capitaux sont situés en Europe contre 34,2% en 2003.

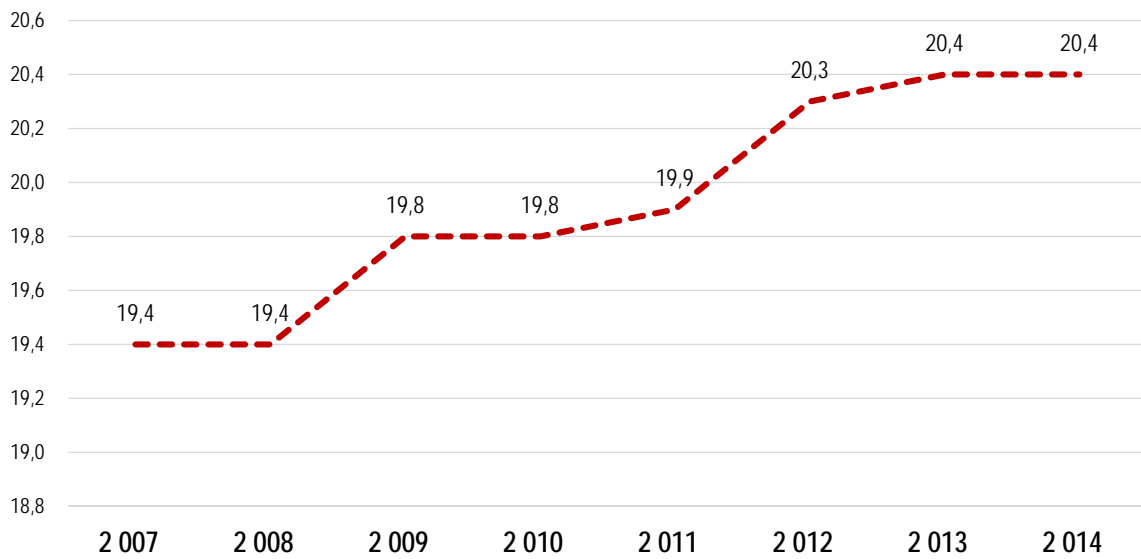
Cette évolution est d'autant plus notable, qu'elle se fait au détriment des investissements physiques constatés en France. Par exemple, en 2010, ce sont 28 Mds d'€ de stocks de capitaux qui sont investis à l'étranger, contre 40 Mds€ mobilisés en France.

Non seulement ces stratégies d'internationalisation, qui restent très coûteuses, pèsent sur la production française, mais elles n'apportent pas toujours les résultats escomptés. Doux en est l'exemple dramatique pour l'emploi. La mobilisation financière nécessaire pour racheter sa filiale brésilienne a fragilisé le groupe dans son ensemble, au point d'en entraîner sa faillite.

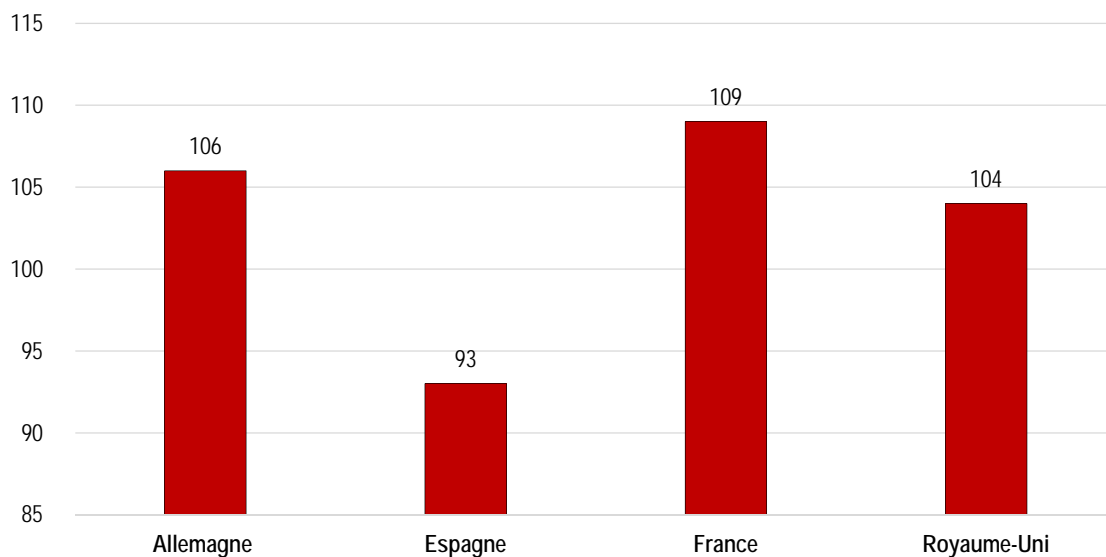
---

<sup>18</sup> Source Crédit Agricole

Part de l'alimentation dans la dépense de consommation des ménages  
(source INSEE)



Niveaux de prix comparés par catégorie de produits en 2012  
(Source Insee - Base 100 moyenne de l'Union Européenne)



### 3. Un consommateur contraint par un pouvoir d'achat restreint

#### 3.1. Des prix alimentaires 10% au-dessus- de la moyenne Européenne

Selon l'INSEE, en 2014, les ménages consacrent 232 milliards d'euros à leur budget « alimentation », à domicile ou en dehors du domicile, soit 3 600 euros en moyenne par habitant sur l'année. Ainsi, ils y affectent 20,4% de leur dépense de consommation. En 2014, les trois quarts du budget alimentaire concernent l'alimentation à domicile, le quart restant étant dépensé dans les restaurants, cantines, débits de boissons, etc. Cette structure a nettement évolué : en 1960, 86% de la consommation alimentaire se faisait au domicile.

#### Les Français ne bénéficient pas des richesses agricoles du pays

Le pouvoir de marché de la grande distribution lui donne toute latitude pour imposer ses prix et pouvoir déclarer sans aucun contrôle que leurs prix sont bas. Mais selon l'INSEE, les prix alimentaires se situent 10% au-dessus de la moyenne européenne : les prix de la viande, des fruits, des légumes et des pommes de terre sont particulièrement élevés (+20% par rapport à la moyenne européenne). C'est également le cas, mais dans une moindre mesure, du prix des poissons et autres produits de la mer (10% au-dessus de la moyenne de l'UE), et du prix du pain et des céréales (5% au-dessus de la moyenne européenne). Cette situation reste à souligner alors que la France est une grande productrice de toutes ces matières agricoles.

#### La production alimentaire de qualité réservée aux plus aisés

Les réseaux de distribution « alternatifs » (où les producteurs agricoles vendent directement aux consommateurs, par exemple) demeurent relativement confidentiels. Aussi, les aliments bio sont souvent plus chers, et surtout perçus comme tels par les ménages.

Aussi, les classes populaires semblent condamnées aux produits de médiocre qualité achetés dans des magasins hard discount. A cet égard, apparaît cocasse l'injonction à la consommation de « *cinq fruits et légumes par jour* », et ce d'autant plus lorsque l'on a en tête la réduction de la production de fruits et légumes au profit des grandes cultures exportables<sup>19</sup>.

#### Des innovations produits qui permettent d'augmenter les prix de vente

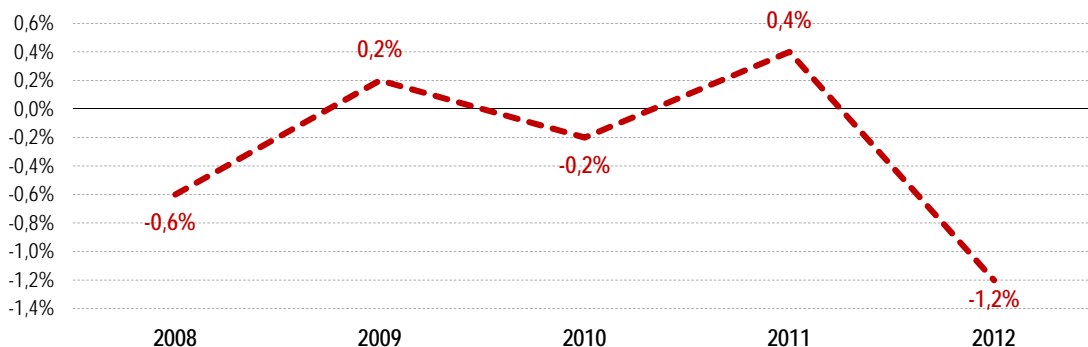
Les entreprises de l'agroalimentaire cherchent à innover pour développer de nouveaux marchés. Par exemple, le rapprochement entre l'alimentation et la santé, qui créent de nouveaux marchés : le secteur des aliments fonctionnels, les nouveaux procédés physiques ouvrant la voie à de nouveaux produits à forte demande (vins à faible teneur en alcool, smoothies...), les matériaux d'emballage actifs capables d'interagir avec le contenu alimentaire... il est à noter que près de 80 % des entreprises<sup>20</sup> ont eu recours à au moins un mode de financement public, le financement privé étant le moins utilisé avec seulement 30 % des entreprises ayant eu recours à au moins un dispositif de financement privé sur les 3 dernières années.

---

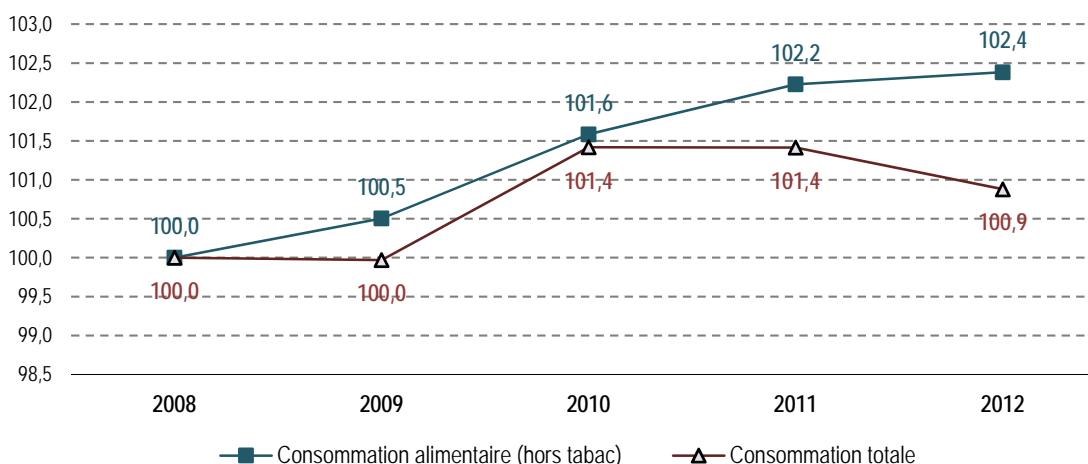
<sup>19</sup> Cela est décrit dans la partie 1 de ce document.

<sup>20</sup> Source : KPMG « Innovation : où en est l'industrie agroalimentaire » 2014

Evolution du pouvoir d'achat des ménages en France  
(en % de l'année précédente - source comptabilité nationale - INSEE)

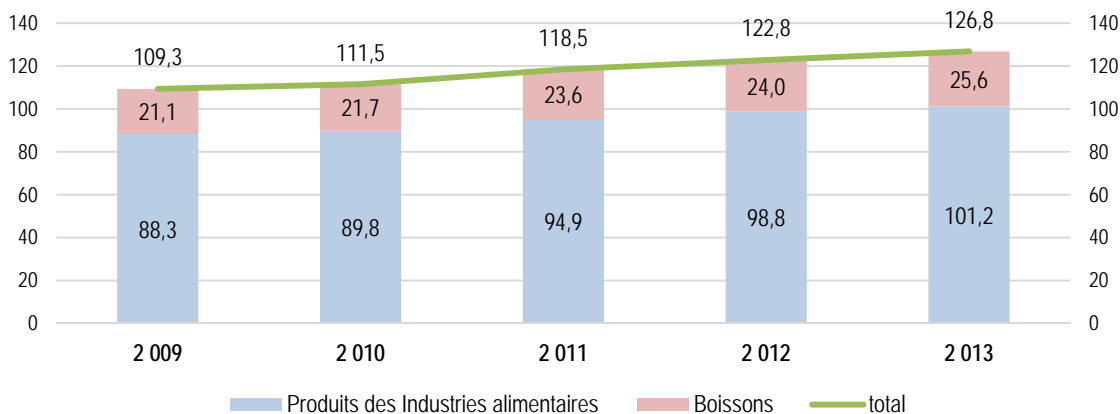


Evolution de la consommation en valeur des ménages en France  
(base 100 en 2008 - source INSEE)



### Hausse continue des produits commercialisés...

Productions commercialisés de produits agroalimentaires en France  
(en M€ - source agreste - Insee)



### **3.2. Changements des modes de consommation et arbitrages financiers contraints pour les ménages dans le contexte de crise**

De nombreux facteurs agissent sur la consommation alimentaire des Français. Comme pour l'ensemble des pays industrialisés, les habitudes alimentaires des Français ont beaucoup plus changé au cours des 50 dernières années qu'au cours des siècles précédents.

Ces évolutions intègrent autant des facteurs technologiques (développement du surgelé, usage du micro-ondes...), sociologiques (changement de mode de vie, décohabitation), culturels (modification des goûts), sanitaires (recherche de la qualité ou de la sécurité des produits), ou des changements d'organisations et des rythmes du travail (précarité, horaires décalés...)...

#### **L'alimentaire : dépenses essentielles pour les ménages**

En France, au cours des 50 dernières années, la consommation des produits alimentaires n'a cessé d'augmenter sous l'effet notamment de la croissance de population.

Cette tendance globale masque cependant une accélération des inégalités sous l'impact du chômage de masse et de la précarité à partir des années 70.

Sur la période 2007-2013, le renforcement du chômage, de la précarité, la baisse du pouvoir d'achat des ménages sont venus grever la consommation des français. Ils ont été contraints à modifier leurs dépenses de consommation.

Dans ce contexte, la consommation alimentaire, considérée nécessaire, est plutôt privilégiée, restant quasi stable ou progressant légèrement, aux dépens des dépenses de loisirs, de vacances ou d'équipements...

#### **Les ventes en valeur de produits alimentaires en hausse en France entre 2008 et 2013**

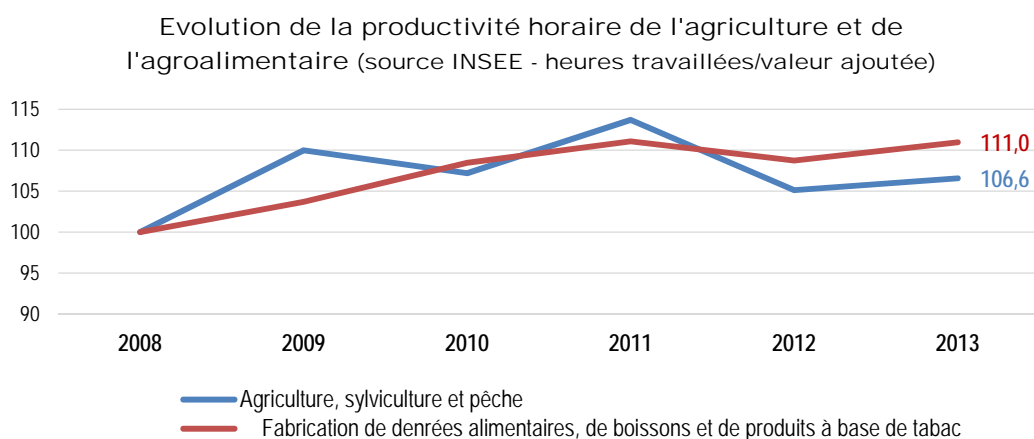
De fait, la part de l'alimentaire dans les dépenses des ménages français n'a cessé de progresser depuis 2008. Ainsi, les produits agroalimentaires commercialisés ont augmenté de 16,1% entre 2008 et 2013<sup>21</sup>. Selon une analyse de l'INSEE, cette rupture est particulièrement nette pour les ménages les plus modestes et une partie d'entre eux se restreignent dorénavant sur les dépenses d'alimentation.

Une donnée corroborée par une enquête de consommation du CREDOC, réalisée en mars 2013 : « *L'ampleur de la crise économique conduit les consommateurs non plus à accroître les achats malins (produits aux prix compétitifs, promotions, soldes) qui restent stables ou diminuent en un an, mais à se satisfaire de peu.* »

---

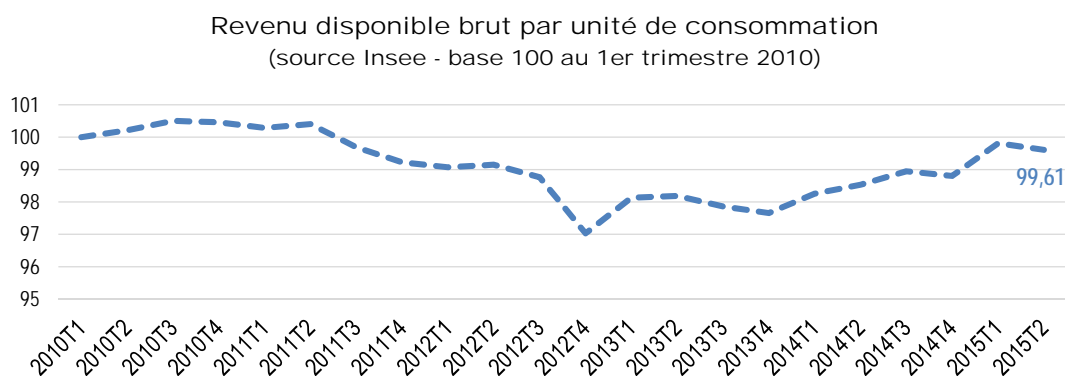
<sup>21</sup> données statistiques PRODCOM/ Agreste

## Forte hausse de la productivité dans l'agroalimentaire et l'agriculture

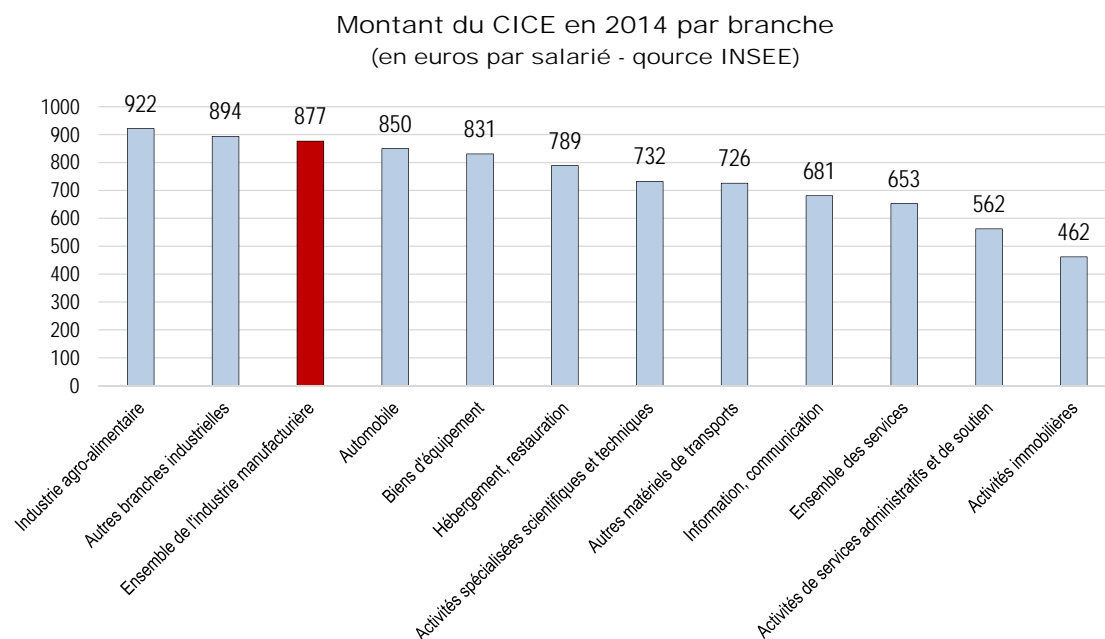


La productivité des salariés de l'agroalimentaire a progressé de 11% entre 2008 et 2013

## ...dans un contexte de baisse du pouvoir d'achat



## L'industrie agroalimentaire : première bénéficiaire du CICE





### 3.3. Le taux de profit contre l'emploi et le pouvoir d'achat alimentaire

#### Le taux de profit et les dépenses contraintes limitent le pouvoir d'achat des ménages

Les ménages ont vu ces dernières années le poids des dépenses contraintes augmenter. Ainsi, les dépenses du logement, de l'eau et d'énergie ont cru en moyenne de 2,5% (en valeur) chaque année entre 2008 et 2013, automobiles, notamment). Cela n'est pas sans peser sur leur pouvoir d'achat.

#### Quelques intervenants fournissent la restauration hors domicile

Les évolutions des habitudes de consommation alimentaire laissent apparaître un fort développement de la restauration hors domicile (RHD), notamment lié aux impératifs professionnels<sup>22</sup>. D'où le développement du *snacking*, blé à haute dose sur le plan nutritionnel.

Les fournisseurs de la RHD en plats (quasiment) préparés aux restaurateurs ou aux cantines<sup>23</sup> constituent eux aussi un petit nombre d'acteurs. Dans le même ordre d'idée, les grandes chaînes de restauration<sup>24</sup> disposent d'un poids considérable.

#### Pour le consommateur alimentaire : quel arbitrage ?

Les récents et nombreux scandales alimentaires, qu'ils soient médiatisés (poulet à la dioxine, lasagnes à la viande de cheval, vache folle, etc.) ou non (informations trompeuses ou manquantes sur les étiquettes, principalement), alertent les consommateurs sur les pratiques plus que contestables de la filière alimentaire. Si le consommateur est en général conscient de ces pratiques, il n'a pas toujours le choix de faire autrement que... de consommer ces produits. Le pouvoir d'achat en berne et les moyens massifs déployés par la grande distribution pour attirer le consommateur dans ses rayons impliquent un consommateur tiraillé entre sa volonté de consommer autrement (des produits de qualité, de préférence locaux) et la pression économique et commerciale exercée par la grande distribution.

#### Baisse des charges externes

Les industriels de l'agroalimentaire ont par ailleurs réduit leurs coûts de production. Ainsi, le taux de valeur ajoutée a progressé entre 2008 et 2013, passant de 22,5% au 1<sup>er</sup> trimestre 2008 à 25,0% au 3<sup>ème</sup> trimestre 2013.

Cette stratégie s'est opérée avec une pression accrue sur les sous-traitants. Ainsi selon le Crédit Agricole : « *les charges extérieures (dont les principaux postes sont l'intérim, l'énergie et le transport) ont été réduites. Leur part dans la valeur ajoutée a diminué de 5 points entre 2010 et 2012. Les charges de personnel sont stabilisées de la valeur ajoutée depuis 3 ans.* ».<sup>25</sup>

Selon, cette même banque : « *cela a permis une légère reprise de la rentabilité d'exploitation* ».

---

<sup>22</sup> Lieux de travail éloignés du domicile, travailleurs itinérants, horaires décalés, etc.

<sup>23</sup> Sodexo, Elior, Davigel, Brake, Transgroumet, etc.

<sup>24</sup> Mac Donald's, Flunch, etc.

<sup>25</sup> Source : observatoire financier des entreprises agroalimentaires du Crédit Agricole (novembre 2013)

## 4. Conclusions

Nous avons vu que le monde avait largement les capacités de nourrir l'intégralité des populations. Cependant une des problématiques demeure la différence entre les besoins et la réponse actuelle qui est massivement une course profit.

Les rapports de force totalement déséquilibrés en faveur des grands groupes multinationaux de la filière font, en effet, peu de cas des conditions d'emplois et de travail des salariés. Il en est de même pour l'aval de la chaîne puisque le consommateur, payeur final – qui est aussi bien souvent un salarié – subit les choix productifs effectués en amont selon des objectifs lucratifs avant d'être gustatifs ou culturels.

Moins nombreux, les salariés ont dû subir des réorganisations structurantes des conditions de travail : e-commerce, drive dans la grande distribution, Lean dans l'industrie agroalimentaire. Cela s'est traduit par une détérioration profonde des conditions de travail et donc des conditions de production.

**Au final, l'analyse des données publiques conduit à apprécier les résultats des entreprises de la filière comme positifs pour les actionnaires. Leurs entreprises ont réussi à traverser cette période 2008-2013 en absorbant la hausse des matières agricoles et la crise sociale au prix d'une hausse de la productivité, d'une modification des conditions de productions et de l'offre commerciale. Ce cycle a été aussi l'occasion d'une formidable guerre pour le gain de parts de marchés où la réduction du nombre d'intervenants dans chaque sous-filière, et a conduit à des destructions de savoir-faire et à une diminution de la répartition de la valeur ajoutée au détriment des salariés.**

Dans ce contexte, cette problématique posée par l'Indécosa-CGT sur « Produire et consommer autrement » reste fondamentale. En tout état de cause, nous ne pouvons que terminer notre contribution sur des notes d'espoir. Tout d'abord, le monde a et aura largement les capacités de se nourrir.

De la production jusqu'à la conception, nous sommes au cœur d'enjeux liés aux conditions de travail, aux salaires...mais aussi de santé et de pouvoir d'achat.

# Progexa

Des experts au service exclusif des représentants du personnel



Comité d'entreprise  
Comité central d'entreprise  
Comité de groupe

**Nos interventions :**

- 1 Examen des comptes annuels et prévisionnels
- 2 Assistance dans le cadre de la procédure d'alerte
- 3 Assistance dans le cadre de licenciements économiques et plans de sauvegarde de l'emploi
- 4 Assistance aux travaux de la commission économique
- 5 Vérification du calcul du montant de la participation des salariés
- 6 Etude sectorielle, de groupe, de marché ou stratégique
- 7 Comptes et gestion du comité d'entreprise
- 8 Formation économique des élus



Comité d'hygiène, sécurité  
et conditions de travail

**Nos interventions :**

- 1 **Risque grave**
- 2 Risques physiques
- 3 Risques organisationnels
- 4 Risques psycho-sociaux
- 5 **Projet important**
- 6 Fermeture, PSE, externalisation d'un service
- 7 Réorganisation de production et d'activité
- 8 Classification, règlement intérieur, mode de contrôle
- 9 Déménagement
- 10 **Formation**
- 11 **Conseil**





**PROGEXA**  
Groupe de 4000 SICMA

**SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE**  
70 rue d'Haupré - 75019 Paris  
Tél. : 01 53 38 92 10 - Fax : 01 53 38 92 24  
[www.progexa.fr](http://www.progexa.fr)